**Conto Corrente con la Posta**

# UFFICIALE

## *PARTE PRIMA* DEL REGNO D'ITALIA

**Anno LXVI** — **Roma — Sabato, 18 luglio 1925** — **Numero 165**



DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

## SOMMARIO



### Dimissioni dei Sottosegretari di Stato per le finanze e per l'economia nazionale.

Con decreti Reali del 14 luglio corrente sono state accettate le dimissioni rassegnate, dalla carica di Sottosegretario di Stato per le finanze, dall'on. rag. Luigi Spezzotti, deputato al Parlamento, e per l'economia nazionale, dall'on. avvocato Ignazio Larussa, deputato al Parlamento.

# LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione **1453.**

LEGGE 11 giugno 1925, n. **1171.**

**Approvazione di cinque protocolli in materia di diritto internazionale privato, firmati dall'Italia e da altri Stati all'Aja, il 28 novembre 1923.**

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

**Articolo unico.**

**Piena ed intera esecuzione è data agli annessi 5 protocolli in materia di diritto internazionale privato, firmati dall'Italia e da altri Stati all'Aja il 28 novembre 1923.**

**Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.**

Data a Roma, addì 11 giugno 1925.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jour après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposés à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour, à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:
*Adlercreutz.*

Pour la Suisse:
*A. de Pury.*

Pour l'Italie:
*Francesco Maestri Molinari di Mettone.*

Pour le Portugal:
*Santos Bandeira.*

Pour la Roumanie:
*Henry Catargy.*

Pour la Hongrie:
*Jean Wettstein de Westersheimb.*

Pour le Luxembourg:
*A. Rueb.*

Pour l'Allemagne:
*v. Lucius.*

Pour les Pays-Bas:
*v. Karnebeek.*

Visto, d'ordine di S. M. il Re:

*Il Ministro per gli affari esteri:*
MUSSOLINI.

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de la faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour, à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à la Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:
*Adlercreutz.*

Pour la Suisse:
*A. de Pury.*

Pour l'Italie:
*Francesco Maestri Molinari di Mettone.*

Pour la Roumanie:
*Henry Catargy.*

Pour le Portugal:
*Santos Bandeira.*

Pour la Hongrie:
*Jean Wettstein de Westersheimb.*

Pour le Luxembourg:
*A. Rueb.*

Pour l'Allemagne:
*v. Lucius.*
Pour le Pays-Bas:
*v. Karnebeek.*

Visto, d'ordine di S. M. il Re:
*Il Ministro per gli affari esteri:*
MUSSOLINI.

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésion lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposée à La Haye, dès que six des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour, à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à la Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:
*Adlercreutz.*
Pour la Belgique:
*Prince Albert de Ligne.*
Pour la Suisse:
*A. de Pury.*
Pour l'Espagne:
*Santiago Mendez de Vigo.*
Pour l'Italie:
*Francesco Maestri Molinari di Mettone.*
Pour le Portugal:
*Santos Bandeira.*
Pour la Hongrie:
*Jean Wettstein de Westersheimb.*
Pour la Roumanie:
*Henry Catargy.*
Pour le Luxembourg:
*A. Rueb.*
Pour l'Allemagne:
*v. Lucius.*
Pour le Pays-Bas:
*v. Karnebeek.*

Visto, d'ordine di S. M. il Re:
*Il Ministro per gli affari esteri:*
MUSSOLINI.

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage, signée à La Haye, le 17 juillet 1905, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la quatrième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent procole sera ratifié et les ratifications en seront déposée à La Haye, dès que quatre des Puissance signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour, à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour l'Italie:
*Francesco Maestri Molinari di Mettone.*
Pour la Suède:
*Adlercreutz.*
Pour le Portugal:
*Santos Bandeira.*
Pour la Roumanie:
*Henry Catargy.*
Pour l'Allemagne:
*v. Lucius.*
Pour le Pays Bas:
*v. Karnebeek.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

*Il Ministro per gli affari esteri:*
MUSSOLINI.

PROTOCOLE

Les Etats contractants de la Convention concernant l'interdiction et les mesures de protection analogues, signée à La Haye, le 17 juillet 1905, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la quatrième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que quatre des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour, à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour l'Italie:
*Francesco Maestri Molinari di Mettone.*

Pour le Portugal:
*Santos Bandeira.*

Pour la Roumainie:
*Henry Catargy.*

Pour l'Allemagne:
*v. Lucius.*

Pour la Hongrie:
*François Ambro de Adamócz.*

Pour les Pays-Bas:
*v. Karnebeek.*

Visto, d'ordine di S. M. il Re:

*Il Ministro per gli affari esteri:*
MUSSOLINI.

---

Numero di pubblicazione 1454.

REGIO DECRETO 14 giugno 1925, n. 1177.

**Contributo annuo dello Stato a favore del Regio istituto industriale di Livorno.**

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 31 ottobre 1923, n. 2523, per il riordinamento dell'insegnamento industriale;
Visto il R. decreto 3 giugno 1924, n. 969, che approva il regolamento in applicazione del Regio decreto anzidetto;
Visto il R. decreto 23 ottobre 1924, n. 2012, concernente l'ordinamento del Regio istituto industriale di Livorno;
Considerato che il contributo corrisposto dallo Stato è inferiore alla misura stabilita dall'art. 10 del R. decreto 31 ottobre sopraindicato;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Il contributo annuo dello Stato a favore del Regio istituto industriale di Livorno, di cui all'art. 3 del R. decreto 23 ottobre 1924, n. 2012, viene elevato a L. 260,000, con decorrenza dal 1° luglio 1925.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 giugno 1925.

VITTORIO EMANUELE.

NAVA — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
*Registrato alla Corte dei conti, addì 15 luglio 1925.*
*Atti del Governo, registro 238, foglio 104.* — CASATI.

---

Numero di pubblicazione 1455.

REGIO DECRETO-LEGGE 26 giugno 1925, n. 1175.

**Autorizzazione a transigere una vertenza con i RR. Padri della Misericordia di Roma, circa alcuni terreni da essi posseduti.**

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Governo del Re è autorizzato a transigere con i RR. Frati di N. S. della Misericordia in Roma la vertenza relativa ai terreni da essi posseduti nelle adiacenze di Castel Sant'Angelo, esclusa la parte di proprietà dei Sacri Palazzi Apostolici, riconoscendo la proprietà dei terreni stessi ai detti frati che si obbligheranno a pagare la somma di L. 300,000 restando a favore dei Sacri Palazzi Apostolici tanto l'indennità concordata con il Comune già depositata alla Cassa depositi e prestiti quanto quella che il Comune stesso dovrà corrispondere per le espropriazioni future.

Il Ministro per le finanze è autorizzato a dare esecuzione al presente decreto-legge.

Il presente decreto sarà comunicato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 giugno 1925.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
*Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 16 luglio 1925.*
*Atti del Governo, registro 238, foglio 100.* — CASATI.

---

Numero di pubblicazione 1456.

REGIO DECRETO-LEGGE 4 luglio 1925, n. 1181.

**Istituzione di un Comitato permanente per il grano.**

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per l'economia nazionale, per le finanze e per l'istruzione pubblica;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' istituito, presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri, agli ordini del Presidente del Consiglio, un Comitato permanente del grano, composto di nove membri, nominati con decreto Reale promosso dal Presidente del Consiglio di concerto col Ministro per l'economia nazionale.

Art. 2.

Il Comitato permanente del grano ha per iscopo di studiare e sottoporre al Governo i mezzi onde aumentare la produzione granaria del Paese. Le sue riunioni saranno presiedute dal Presidente del Consiglio o, per delega di lui, dal Sottosegretario di Stato per l'agricoltura.

Art. 3.

Organi di esecuzione e di collaborazione del Comitato permanente del grano sono tutte le istituzioni governative, e quelle scolastiche e sindacali agricole.

Art. 4.

I fondi necessari per il funzionamento del Comitato permanente del grano saranno stanziati nel bilancio del Ministero dell'economia nazionale.

Per l'esercizio finanziario 1925-26 sarà provveduto con decreto del Ministro per le finanze.

Art. 5.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 4 luglio 1925.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — NAVA — DE' STEFANI — FEDELE.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
*Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 17 luglio* 1925.
*Atti del Governo, registro* 238, *foglio* 108. — CASATI.

---

REGIO DECRETO 4 giugno 1925.
**Autorizzazione alla Camera di commercio e industria di Brescia a sistemare la propria sede e ad acquistare due fabbricati.**

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge 5 giugno 1850, n. 1037, e il R. decreto 26 giugno 1864 per la sua esecuzione;
Visto il R. decreto-legge 8 maggio 1924, n. 750, sull'ordinamento delle Camere di commercio e industria del Regno ed il relativo regolamento approvato con il R. decreto 4 gennaio 1925, n. 29;
Visto il R. decreto 19 giugno 1924, con cui veniva autorizzata la Camera di commercio di Brescia ad acquistare alcuni fabbricati ed a costruire un edificio da adibire a nuova sede camerale;
Vista la deliberazione 26 gennaio 1925 del Commissario governativo della Camera predetta;
Sentito il Consiglio di Stato;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La Camera di commercio e industria di Brescia è autorizzata a trasformare la sua sede attuale con opportuni lavori e restauri e con una spesa complessiva prevista dai tecnici in L. 800,000, compreso l'importo degli acquisti di cui al seguente articolo.

Art. 2.

La predetta Camera è altresì autorizzata ad acquistare, per il prezzo di L. 130,000, le seguenti case da abbattersi, in parte, ai fini dell'isolamento dell'edificio camerale:

*a*) casa con bottega, in Brescia, via Goffredo Mameli al civico n. 31, di piani 5, vani 13, distinta in mappa col n. 2486, di proprietà del sig. Vincenzo Vitali fu Luigi;

*b*) casa con cortiletto, sita in Brescia, via Goffredo Mameli al civico n. 33, di piani 4, vani 13, distinta in mappa col n. 2485, di proprietà del sig. cav. F. Rovetta fu G. B.

Art. 3.

E' abrogato l'art. 2 del suindicato R. decreto 19 giugno 1924, con cui la predetta Camera veniva autorizzata alla costruzione del nuovo edificio camerale per la somma di L. 2,100,000.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti.

Dato a Roma, addì 4 giugno 1925.

VITTORIO EMANUELE.

NAVA.

---

DECRETO MINISTERIALE 13 luglio 1925.
**Variazioni del tasso d'interesse per la liquidazione dei mutui al personale delle Ferrovie dello Stato.**

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Visto l'art. 10 della legge 19 giugno 1913, n. 641;
Visto l'art. 48 del regolamento 29 luglio 1914, n. 850;
Sentito il Consiglio di amministrazione delle Ferrovie dello Stato;

Decreta:

L'interesse dei mutui che l'Amministrazione delle Ferrovie dello Stato concede al dipendente personale sarà riscosso, a decorrere dal 1° luglio 1925 e fino a nuova disposizione, nella misura del 5 per cento.

L'interesse sui capitali del fondo pensioni e sussidi, che saranno reimpiegati a decorrere dal 1° luglio 1925, nella concessione dei mutui di cui al comma precedente, sarà corrisposto nella misura del 4 per cento.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 13 luglio 1925.

*Il Ministro per le finanze*: VOLPI. *Il Ministro per le comunicazioni*: CIANO.

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

### Dazi doganali.

La media settimanale pel pagamento dei dazi doganali di importazione da valere dal 20 al 26 luglio 1925 è stata fissata in L. 522, rappresentanti 100 dazio nominale e 422 aggiunta cambio.

## MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

### Modifiche allo statuto del Consorzio idraulico di Stienta e Terre Vecchie (Rovigo).

Con decreto in data 9 luglio 1925, n. 6155, il Ministro per i lavori pubblici ha approvato le modifiche introdotte nello statuto del Consorzio idraulico di Stienta e Terre Vecchie con sede in Ficarolo, provincia di Rovigo, con delibere consorziali del 18 settembre 1919 e 27 novembre 1924.

## MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

ISPETTORATO GENERALE DEL CREDITO E DELLE ASSICURAZIONI PRIVATE

*Bollettino N. 155*

### CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 17 luglio 1925

| | Media | | Media |
|---|---|---|---|
| Parigi | 127 63 | Belgio | 126 25 |
| Londra | 132 031 | Olanda | 10 89 |
| Svizzera | 527 18 | Pesos oro (argentino) | 24 81 |
| Spagna | 394 57 | Pesos carta (argent.) | 10 90 |
| Berlino | 6 47 | New-York | 27 15 |
| Vienna (Shilling) | 3 93 | Russia | - |
| Praga | 80 70 | Belgrado | 47 85 |
| Dollaro canadese | 27 10 | Budapest | 0 039 |
| Romania | 12 90 | Oro | 523 87 |

**Media dei consolidati negoziati a contanti.**

| | | Con godimento in corso |
|---|---|---|
| CONSOLIDATI | 3.50 % netto (1906) | 70 90 |
| | 3.50 % » (1902) | 64 50 |
| | 3.00 % lordo | 47 — |
| | 5.00 % netto | 91 85 |
| | Obbligazioni delle Venezie 3.50 % | 67 925 |

# BANDI DI CONCORSO

## MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

### Concorso, per esami, ad un posto di assistente (grado 10°) nel ruolo del gruppo B del personale addetto ai servizi di meteorologia e geofisica.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il R. decreto-legge 6 maggio 1925, n. 625, che autorizza il Ministero dell'economia nazionale a coprire, mediante pubblico concorso, la metà dei posti vacanti nel grado iniziale dei ruoli dipendenti;

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, contenente disposizioni sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363, contenente provvedimenti economici a favore del personale dipendente dalle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 4 maggio 1924, n. 900, relativo al riordinamento dei servizi di meteorologia e geofisica;

Sulla proposta del direttore generale dell'agricoltura;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto un concorso, per esami, ad un posto di assistente (grado 10°) nel ruolo del gruppo *B* del personale addetto ai servizi di meteorologia e geofisica, con lo stipendio iniziale annuo di L. 9500, oltre il supplemento di servizio attivo di L. 2100 e l'indennità caro viveri stabilita dalle norme in vigore.

Art. 2.

Al concorso potranno partecipare coloro che sono provvisti del diploma di licenza liceale, o di istituto tecnico (sezioni fisico-matematica, industriale ed agrimensura, o dei Regi istituti industriali di terzo grado, o di istituto nautico.

Per essere ammesso al concorso il candidato dovrà aver compiuto, alla data del presente decreto, l'età di diciotto anni e non aver superato, alla data della medesima, il trentesimo anno di età. Tale limite è elevato di 5 anni per gli ex-combattenti, e di 9 per gli invalidi di guerra.

Per gli impiegati di ruolo dello Stato non è prescritto alcun limite di età.

Art. 3.

Gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale dell'agricoltura), entro due mesi dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, i seguenti documenti:

1° domanda in carta da bollo da L. 3, dalla quale risulti in modo preciso: *a*) il cognome, nome, paternità e luogo di nascita del richiedente, nonchè il domicilio a cui debbono essere indirizzate le eventuali comunicazioni; *b*) un breve cenno in carta libera della pratica eventualmente compiuta dal candidato in osservatori od in istituti scientifici governativi, delle pubblicazioni eventualmente fatte in materia di meteorologia e geofisica, della conoscenza di lingue straniere, dell'eventuale pratica del disegno, e di ogni notizia che serva a far conoscere le speciali attitudini e cognizioni dell'aspirante;

2° atto di nascita, legalizzato dal presidente del Tribunale;

3° certificato attestante che il concorrente è cittadino italiano e gode dei diritti politici;

4° certificato di buona condotta, rilasciato dal sindaco del Comune ove il concorrente ha il suo domicilio o la sua abituale residenza, debitamente legalizzato dal Prefetto o dal Sottoprefetto;

5° certificato generale rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziario, con la firma del cancelliere, autenticata dall'autorità competente;

6° certificato medico rilasciato da un medico militare o da un medico provinciale, di data non anteriore di tre mesi a quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, comprovante che il concorrente è dotato di sana e robusta costituzione, esente da imperfezioni fisiche, che influiscano sul rendimento del servizio. La firma del medico provinciale deve essere autenticata dal Prefetto o Sottoprefetto Per gli invalidi di guerra il certificato medico deve essere rilasciato dall'autorità di cui all'art. 14, n. 3, e nella forma voluta dal successivo art. 15 del regolamento 29 gennaio 1922, n. 92, per l'applicazione della legge 21 agosto 1921, n. 1312;

7° certificato dell'esito definitivo di leva, o di iscrizione nella lista di leva, qualora la classe del concorrente non sia stata ancora chiamata. Per coloro che hanno prestato servizio militare deve risultare che hanno servito con fedeltà ed onore;

8° diploma originale (o copia autentica dello stesso) di licenza di istituto medio di secondo grado, a norma dall'art. 2 del presente decreto;

9° certificato comprovante i voti riportati nel corso di studi sopracitati;

10° certificato dei servizi eventualmente prestati in osservatori od in istituti scientifici governativi, le pubblicazioni ed ogni altro documento che il candidato ritenga utile presentare nel suo interesse. Sono escluse le opere manoscritte.

11° i documenti originali (stato di servizio, foglio matricolare, libretto di pensione od altro equivalente) che dimostrino il possesso della qualità di invalido di guerra, di ferito in combattimento, di combattente, nonchè tutti gli altri documenti che comprovino il conferimento di decorazioni al valore militare, di croci di guerra;

12° elenco, in carta libera, e firmato dal candidato, di tutti i documenti, titoli, pubblicazioni presentati al concorso;

13° ricevuta comprovante il versamento in un ufficio del registro della somma di L. 25 per tassa di concorso.

I candidati che provino, mediante certificato rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendono, di essere impiegati di ruolo dello Stato, potranno esimersi dal presentare i documenti di cui ai numeri 3, 4, 5. Tali documenti dovranno essere di data non anteriore di tre mesi a quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Art. 4.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo e dalla data apposti dal competente ufficio del Ministero.

Le domande e i documenti che giungessero al Ministero dopo il termine fissato dall'articolo precedente non saranno presi in considerazione e saranno senz'altro respinti ai mittenti.

Saranno pure respinte le domande presentate, ma non regolarmente documentate, entro il termine predetto.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre Amministrazioni dello Stato.

Art. 5.

Gli esami di concorso avranno luogo in Roma, presso il Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale dell'agricoltura), nei giorni di cui sarà dato avviso agli interessati, per mezzo di lettera raccomandata.

La loro assenza sarà ritenuta come rinuncia al concorso.

I candidati dovranno dimostrare la loro identità personale presentando, prima delle prove di esame, alla Commissione giudicatrice il libretto ferroviario, se sono già in servizio dello Stato, o, in caso diverso, la loro fotografia regolarmente autenticata.

Art. 6.

Gli esami di concorso consisteranno in due prove scritte ed una orale.

Le prove scritte consisteranno nella soluzione di un problema di matematica e nello svolgimento di un tema di fisica, sulla base dei programmi delle scuole medie di secondo grado.

Tanto nella prova scritta di matematica quanto in quella di fisica potrà richiedersi l'applicazione del calcolo logaritmico; perciò ciascuno dei candidati dovrà presentarsi agli esami munito di tavole logaritmiche e trigonometriche (a 5 o più decimali).

La prova orale consisterà in discussioni sulla matematica e sulla fisica (sempre in base ai programmi delle scuole medie di secondo grado), e inoltre in un saggio sulle lingue moderne conosciute dal candidato.

I candidati potranno chiedere di fare una prova di disegno a mano libera, valutabile nella votazione per la prova orale.

Art. 7.

La Commissione giudicatrice redigerà una relazione contenente il giudizio definitivo per ogni concorrente e la classificazione in ordine di merito, in base alla media di tutti i voti riportati da ciascun candidato.

Fermi i diritti concessi agli invalidi di guerra dalla legge 21 agosto 1921, n. 1312, riuscirà vincitore del concorso il candidato che, secondo l'ordine di graduatoria, avrà ottenuto una maggiore votazione. Nel caso di rinuncia del concorrente dichiarato vincitore o di mancata conferma di esso dopo il periodo di prova, potrà essere nominato un altro concorrente, nell'ordine di graduatoria.

A parità di merito avrà la preferenza colui che abbia prestato servizio in osservatori od in istituti scientifici governativi, che abbia fatto pubblicazioni in materia di meteorologia e geofisica, salvo i diritti preferenziali stabiliti dalle norme vigenti a favore dei decorati al valore, dei feriti in combattimento, degli insigniti di croce di guerra, ecc.

Art. 8.

Il vincitore del concorso sarà assunto in prova ai termini dell'art. 17 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e potrà ottenere la nomina in ruolo dopo che saranno state attuate le disposizioni di cui agli articoli 14 e seguenti del R. decreto-legge 8 maggio 1924, n. 843, relative ai passaggi di categoria ed alle sistemazioni in ruolo, in conformità di quanto è disposto nel R. decreto-legge 6 maggio 1925, n. 625, nelle premesse citato.

Durante il periodo di prova, verrà corrisposto al vincitore del concorso un assegno mensile lordo di L. 450, oltre l'aumento del 10 per cento, di cui al R. decreto-legge 31 maggio 1925, n. 363.

Gli impiegati di ruolo dello Stato conserveranno, durante il periodo di prova, a termini dell'art. 17 del R. decreto 11 novembre 1923, più sopra citato, lo stipendio di cui sono provvisti.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 24 giugno 1925.

*Il Ministro*: NAVA.

---

**Concorso, per esami, a due posti di compilatore (grado 12°) nel ruolo del gruppo C del personale addetto ai servizi di meteorologia e geofisica.**

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il R. decreto-legge 6 maggio 1925, n. 625, che autorizza il Ministero dell'economia nazionale a coprire, mediante pubblici concorsi, la metà dei posti vacanti nel grado iniziale dei ruoli dipendenti;

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, contenente disposizioni sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363, contenente provvedimenti economici a favore del personale dipendente dalle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 4 maggio 1924, n. 900, relativo al riordinamento dei servizi di meteorologia e geofisica;

Sulla proposta del direttore generale dell'agricoltura;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto un concorso, per esami, a due posti di compilatore (grado 12°) nel ruolo del gruppo C del personale addetto ai servizi di meteorologia e geofisica, con lo stipendio iniziale annuo di L. 5600, oltre il supplemento di servizio attivo di L. 1400 e l'indennità caro viveri stabilita dalle vigenti disposizioni.

Art. 2.

Al concorso potranno partecipare coloro che sono provvisti della licenza ginnasiale, o tecnica, o complementare, o di altro titolo equipollente.

Per essere ammesso al concorso il candidato dovrà aver compiuto, alla data del presente decreto, l'età di 18 anni e non aver superato, alla data medesima, il trentesimo anno di età. Tale limite è elevato di 5 anni per gli ex-combattenti, e di 9 per gli invalidi di guerra.

Art. 3.

Gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale dell'agricoltura), entro due mesi dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, i seguenti documenti:

1° domanda in carta da bollo da L. 3, dalla quale risulti, in modo preciso, il cognome, nome, paternità e luogo di nascita del richiedente, nonchè il domicilio a cui debbono essere indirizzate le eventuali comunicazioni;

2° atto di nascita, legalizzato dal presidente del Tribunale;

3° certificato attestante che il concorrente è cittadino italiano e gode dei diritti politici;

4° certificato di buona condotta, rilasciato dal sindaco del Comune ove il concorrente ha il suo domicilio o la sua abituale residenza, debitamente legalizzato dal Prefetto o dal Sottoprefetto;

5° certificato generale rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziario, con la firma del cancelliere, autenticata dall'autorità competente,

6° certificato medico rilasciato da un medico militare o da un medico provinciale, di data non anteriore di tre mesi a quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, e comprovante che il concorrente è dotato di sana e robusta costituzione, esente da imperfezioni fisiche, che influiscano sul rendimento del servizio. La firma del medico provinciale deve essere autenticata dal Prefetto o Sottoprefetto. Per gli invalidi di guerra il certificato medico deve essere rilasciato dall'autorità di cui all'art. 14, n. 3, e nella forma voluta dal successivo art. 15 del regolamento 29 gennaio 1922, n. 92, per l'applicazione della legge 21 agosto 1921, n. 1312;

7° certificato dell'esito definitivo di leva o di iscrizione nella lista di leva, qualora la classe del concorrente non sia stata ancora chiamata. Per coloro che hanno prestato servizio militare deve risultare che hanno servito con fedeltà ed onore;

8° diploma originale (o copia autentica dello stesso) di licenza da scuola media inferiore, ai sensi dell'art. 2 del presente decreto;

9° certificato comprovante i voti riportati nel corso di studi sopracitati;

10° i documenti originali (stato di servizio, foglio matricolare, libretto di pensione od altro equivalente) che dimostrino il possesso della qualità d'invalido di guerra, ferito in combattimento, ex-combattente, nonchè tutti gli altri documenti che comprovino il conferimento di medaglie al valore, croci di guerra;

11° elenco in carta libera, e firmato dal candidato, di tutti i documenti presentati al concorso;

12° ricevuta comprovante il versamento in un ufficio del registro della somma di L. 25, per tassa di concorso.

I documenti di cui ai nn. 3, 4, 5 dovranno essere di data non anteriore di tre mesi a quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Art. 4.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo e dalla data apposti dal competente ufficio del Ministero.

Le domande e i documenti che giungessero al Ministero dopo il termine fissato dall'articolo precedente non saranno presi in considerazione e saranno senz'altro respinti ai mittenti.

Saranno pure respinte le domande presentate, ma non regolarmente documentate, entro il termine predetto.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre Amministrazioni dello Stato.

Art. 5.

Gli esami di concorso avranno luogo in Roma, presso il Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale dell'agricoltura), nei giorni di cui sarà dato avviso agli interessati, per mezzo di lettera raccomandata.

La loro assenza sarà ritenuta come rinuncia al concorso.

I candidati dovranno dimostrare la loro identità personale, presentando, prima delle prove d'esame, alla Commissione giudicatrice, la loro fotografia regolarmente autenticata.

Art. 6.

Gli esami di concorso consisteranno in tre prove scritte ed una orale.

Le prove scritte verteranno una su di un componimento in lingua italiana, una su di un problema di matematica elementare, ed una terza sullo svolgimento di un tema di fisica elementare. Per la prova di matematica il candidato dovrà munirsi di tavole logaritmiche.

Nel giudizio sulla prova scritta di italiano si terrà conto anche della calligrafia.

La prova orale consisterà in un interrogatorio sulle stesse materie delle prove scritte. Per l'esame di italiano il candidato dovrà prepararsi sul programma delle scuole medie inferiori. Per l'esame di matematica e per quello di fisica dovrà prepararsi sul programma annesso al presente bando.

I candidati potranno chiedere di fare un saggio orale sulle lingue straniere conosciute, una prova di disegno a mano libera, ed un saggio di scrittura a macchina, valutabili nella votazione per la prova orale.

Art. 7.

La Commissione giudicatrice redigerà una relazione contenente il giudizio definitivo per ogni concorrente, e la classificazione in ordine di merito, in base alla media di tutti i voti riportati da ciascun candidato.

Fermi i diritti concessi agli invalidi di guerra dalla legge 21 agosto 1921, n. 1312, risulteranno vincitori del concorso, nei limiti dei posti disponibili e secondo l'ordine di graduatoria, i candidati che abbiano ottenuto una maggiore votazione. Nel caso di rinuncia dei concorrenti dichiarati vincitori, o di mancata conferma di qualcuno di essi dopo il periodo di prova, potranno essere nominati altri concorrenti, nell'ordine di graduatoria.

A parità di merito, avranno la preferenza gli insigniti di medaglia al valor militare, gli invalidi di guerra, i feriti in combattimento, ecc.

Art. 8.

I vincitori del concorso saranno assunti in prova ai termini dell'art. 17 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e potranno ottenere la nomina in ruolo dopochè saranno state attuate le disposizioni di cui agli articoli 14 e seguenti del R. decreto-legge 8 maggio 1924, n. 843, relative ai passaggi di categoria ed alle sistemazioni in ruolo, in conformità di quanto è disposto nel R. decreto-legge 6 maggio 1925, n. 625, nelle premesse citato.

Durante il periodo di prova, verrà corrisposto ai vincitori del concorso un assegno mensile lordo di L. 350, oltre l'aumento del 10 per cento, di cui al R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 24 giugno 1925.

*Il Ministro*: NAVA.

---

*Programma per gli esami di matematica e fisica.*

*Matematica:*

Nomenclatura decimale — Prime operazioni — Divisibilità dei numeri — Numeri primi — Massimo comune divisore e minimo comune multiplo — Frazioni ordinarie e decimali — Principali operazioni su di esse.

Potenze e radici dei numeri — Estrazione di radici dei numeri.

Rapporti e proporzioni — Media aritmetica e geometrica.

Le operazioni fondamentali del calcolo algebrico.

Equazioni e problemi del primo grado ad una ed a due incognite.

Logaritmi, uso delle tavole logaritmiche.

Superfici delle principali figure geometriche piane; superfici e volumi dei solidi regolari.

Definizioni delle varie funzioni trigonometriche; loro principali proprietà: uso delle tavole trigonometriche.

*Fisica:*

Calore e temperatura — Termometro a mercurio — Varie scale termometriche — Termometri a massimo e a minimo — Determinazione della temperatura dell'aria — Termometri registratori — Andamento diurno e annuale della temperatura — Isoterme.

Pressione atmosferica — Barometro Fortin — Letture barometriche e loro correzioni — Barometri aneroidi e barografi — Andamento diurno e annuale della pressione barometrica — Isobare — Cenni sommari sui cicloni e sugli anticicloni — Cenni sulla altimetria barometrica — Cenni sulla previsione del tempo.

Stato igrometrico dell'aria atmosferica — Igrometri e igroscopi — Psicrometro — Igrografi.

Cenni sulle principali meteore acquee — Pluviometri.

Nebulosità — Varie forme delle nubi — Nefoscopii.

Cenni sul calore solare — Insolazione — Eliofanografi.

Direzione del vento — Anemometri — Intensità del vento — Cenni sulla circolazione generale atmosferica.

Cenni sulla climatologia.

Roma, addì 24 giugno 1925.

*Il Ministro*: NAVA.

---

TOMMASI CAMILLO, *gerente*.

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.